

## BULLETIN D'INFORMATION

**EDITO**

**Mai 2016**

Voici le premier numéro du bulletin d'information sur les activités du projet « Renforcement des capacités et de la résilience des communautés et des autorités frontalières dans la région de l'Union du fleuve Mano (UFM)».

Pour rappel, l'apparition de la Maladie à Virus Ebola (MVE) a constitué un choc sans précédent pour plusieurs Etats de l'Afrique de l'Ouest. Globalement, les impacts négatifs de la MVE ont sérieusement affecté tous les secteurs de l'économie des pays touchés, limitant les aspirations légitimes des communautés vers la prospérité et les dividendes du développement.

Dans la perspective de réduire les effets de la MVE et de renforcer la résilience des communautés et des systèmes socio-économiques afin de mieux prévenir la récurrence des situations de crises, DRC-DDG a lancé en avril 2015 un projet transfrontalier post Ebola de 18 mois avec l'appui financier de la délégation de l'Union Européenne de Guinée. Le projet vise à renforcer la sécurité et la résilience socio-économique des communautés et autorités frontalières en Guinée, au Libéria, au Mali et en Côte d'Ivoire, zones affectées par Ebola, en étroite collaboration avec des Unités Conjointes de Sécurité et de Restauration de la Confiance de l'UFM.

Ce bulletin bimestriel est l'occasion de faire un premier bilan des activités et réalisations du projet plus d'un an après le lancement. Cet outil permettra de faire présenter les activités réalisées et en cours, les études menées, les publications, ainsi que de faire le point sur l'état général

d'avancement du projet et les résultats qui en découlent.

Cette édition est également l'occasion d'introduire le nouveau **Chef de projet, M. Patrick Kathoni**. M. Kathoni est entré en fonction le 3 de mai 2016 et sera avec nous jusqu'à la fin du projet. Nous lui souhaitons la bienvenue et sommes très heureux de cet ajout au sein de l'équipe.

Plusieurs événements et accomplissements méritent d'être soulignés, notamment **l'atelier de présentation** de l'étude sur les risques et besoins socio-économiques, sanitaires et sécuritaires, les sessions sur la **coopération et le dialogue** entre les communautés et les services de sécurité, la redynamisation des **pactes transfrontaliers** de non-agression, ainsi que la signature d'un protocole d'accord pour la création et la formation de nouvelles unités conjointes a été signé entre DRC-DDG et l'Union du Fleuve Mano. Enfin 169 organisations paysannes ont **été identifiées et un partenariat a été conclu entre DRC-DDG et la Confédération Nationales des Organisations Paysannes en Guinée** en vue d'accompagner ces organisations.

Nous tenons enfin à remercier tous les acteurs impliqués pour leur engagement et le rôle joué dans la tenue des activités, ainsi que nos partenaires européens, lesquels nous accompagnent dans la mise en œuvre de ce projet, sans oublier les efforts déployés par nos collègues sur le terrain.

*Les membres de l'équipe du projet*

### **PREMIÈRE PHASE DU PROJET : ANALYSE DES RISQUES ET BESOINS SOCIO-ÉCONOMIQUES, SANITAIRES ET SÉCURITAIRES**

Durant la première phase (5 premier mois du projet), les efforts se sont concentrés sur la réalisation et présentation des résultats de l'étude des besoins et risques socio-économiques, sanitaires et sécuritaires et de la cartographie des acteurs, réalisée durant les mois de mai à septembre 2015. Dans le cadre de la définition de la stratégie du projet, DRC-DDG a réalisé cette étude sur les quatre axes frontalières ciblés par le projet. L'évaluation a couvert 18 localités frontalières de la Guinée, du Libéria et du Mali. Au total 1166 ménages ont été enquêtés parmi lesquels 675 ménages en Guinée, 389 ménages au Libéria et 102 ménages au Mali. L'évaluation n'a pu se dérouler en Côte d'Ivoire vu la fermeture de la frontière Ivoir-Guinéenne. Cet exercice a permis de faire un état des lieux sanitaires, socio-économique et des risques sécuritaires actuels relevés autour des communautés et

autorités vivant sur la bande frontalière.

Les résultats ont été présentés lors d'un [atelier organisé à Conakry les 17 et 18 septembre 2015](#), auxquels ont assisté plus de quarante participants venus de trois pays frontaliers (Côte d'Ivoire, Mali et Libéria) ainsi que des délégués de la Guinée, et dont plusieurs travaillent à la sécurité des frontières autour desquelles le projet intervient. La cérémonie d'ouverture fut notamment présidée par le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le Général Bourema Condé et la Représentante de la délégation de l'Union Européenne en Guinée. La présence de la Secrétaire Générale de l'Union du Fleuve Mano (UFM), du Responsable des Programmes de Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) et de la Directrice Régionale des programmes de Groupe Danois de Déminage (DDG) mérite également d'être soulignée.

L'atelier avait également pour objectif l'affinement de la stratégie de mise en œuvre du projet. Pour y parvenir, les participants ont passé en revue les rapports provisoires des études et relevé non seulement les défis liés à la mise en œuvre des activités transfrontalières, mais également les spécificités à prendre en compte à chaque frontière des quatre pays dans un contexte post Ebola.

Le communiqué et la documentation relatifs à l'atelier sont disponibles [sur le site web de DDG](#). Les conclusions des trois études sont également disponibles sur le site web de

DDG :

Évaluation des besoins socio-économiques dans les zones frontalières au Mali, en Côte d'Ivoire, au Liberia et en Guinée : <http://bit.ly/EvaluationSE>

Étude sur les filières agricoles prioritaires et les flux frontaliers sur les axes du projet : [http://bit.ly/Etudes\\_filières](http://bit.ly/Etudes_filières)

Analyse de conflit dans les zones frontalières : <http://bit.ly/AnalyseConflit>

## LE DIALOGUE ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET LES SERVICES DE SÉCURITÉ : AMÉLIORER LA SÛRETÉ ET LA SÉCURITÉ DANS LES COMMUNAUTÉS

Afin d'accroître la confiance mutuelle entre les communautés et les Services De Sécurité (SDS) en vue d'améliorer la sûreté et la sécurité dans les zones cible du projet, DRC-DDG a initié en novembre 2015 un série d'ateliers de dialogue et de forums de discussion entre les communautés et différents prestataires de services de sécurité.

Ces activités ont permis aux représentants des deux côtés de présenter leurs rôles et responsabilités d'une part, et d'exprimer les principales préoccupations en matières de sécurité d'autre part. Jusqu'à maintenant **32 sessions** de dialogues ont été réalisées, réunissant plus de **1 960** participants. Outre la tenue des dialogues, des activités socio culturelles (trois matchs de football) ont été organisées entre les services de sécurité et les communautés dans le but de renforcer la cohésion sociale et la paix.



*« Si hier il y avait une méfiance entre la communauté et les services de sécurité, aujourd'hui avec ce qui se passe sur le terrain, nos liens sont en train de s'établir et l'information se partage bien entre nous. » - Michel Ferdinand, inspecteur de police de Thuo, Guinée*

Ces forums sont une occasion pour les services de sécurités et les communautés d'identifier un certain nombre d'activité et développer des plans d'action pour renforcer la confiance en vue d'améliorer la sécurité.

## DES CAPACITÉS RENFORCÉES POUR LES SERVICES DE SÉCURITÉ FRONTALIERS, LES LEADERS COMMUNAUTAIRES ET LES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Dès octobre 2015, DRC-DDG a lancé les activités de renforcement des capacités aux différents groupes ciblés par le projet, soit les services de sécurité travaillant en zone frontalière, les leaders communautaires et les acteurs économiques présents dans les communautés visées. Au total, **75 sessions de formations ont été dispensées à près de 1 800 personnes**, sur les thèmes suivants : éducation à la prévention et la gestion des conflits, libre circulation des personnes et des biens, prévention de la Maladie à Virus Ebola, principes de base de protection, droits de l'homme et violence faite aux femmes. En outre, DRC-DDG s'est engagé à fournir une assistance aux services de sécurité par la construction de 10 postes intégrés et un bloc de latrines répondant aux normes et standards internationaux. Le recrutement des équipes de construction de ces infrastructures est présentement en cours.



## DES MÉCANISMES DE PROTECTION COMMUNAUTAIRES : ACCROÎTRE LA CAPACITÉ D'AUTOPROTECTION DES COMMUNAUTÉS

Au cours des derniers mois, DRC-DDG a facilité la mise en place et la formation de **9 comités de protection** représentatifs de toutes les couches sociales sur le **monitoring de protection et les principes de base des droits humains**. Des liens ont également été établis avec certains comités de paix mis en place dans le cadre de projets précédents lesquels ont été invités à participer aux formations sur la prévention et la gestion des conflits afin de partager leur expérience en résolution des conflits avec les participants. En effet les comités de paix contribuent au dispositif local de prévention et de gestion de conflits

dans leurs localités. DRC-DDG au cours de la seconde période de mise en œuvre du projet, poursuivra son appui à ces organes de gouvernance locale pour la gestion et la résolution pacifique des conflits.

En plus des cadres de concertation entre les communautés, les autorités et les structures de protection ont été organisées dans les zones d'intervention du projet. A travers ces plateformes, DRC-DDG vise à accroître la capacité d'autoprotection des communautés et structures/mécanismes locaux.

## RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE PAR LA REDYNAMISATION DES PACTES TRANSFRONTALIERS

Afin de contribuer à la **diminution des risques sanitaires** dans les zones du projet, DRC-DDG a appuyé les Unités Conjointes de l'Union du Fleuve Mano dans l'organisation de cérémonies de réactivation de cinq pactes de non-agression et complicité de non-agression dans les 4 zones frontalières, afin d'y inclure ce risque dans certains aspects considérés par les différents pactes. Les nouveaux contenus du pacte de non-agression transfrontalier ont été paraphés, expliqués et une lecture publique a été faite à l'ensemble de la population. Les autorités et les

représentants des communautés du Liberia, de la Côte d'Ivoire et du Mali se sont ensuite retrouvés en Guinée pour amorcer les discussions sur la **nécessité de réactiver les pactes existants** en y incluant des aspects liés à la gestion des cas éventuelles d'épidémies. Les discussions ont été facilitées par les Unités Conjointes et ont duré 2 à 3 jours à l'issue desquelles les parties se sont accordés et ont paraphé les nouveaux pactes. Au total 2 530 personnes ont participé à la réactivation des **5 pactes**.

## LA COORDINATION ET LA COLLABORATION ENTRE LES AUTORITÉS FRONTALIÈRES, LES COMMUNAUTÉS ET LES UNITÉS CONJOINTES

Dans le cadre du projet, DRC-DDG s'est engagé à collaborer avec l'UFM dans la mise en place et l'équipement de 4 Unités Conjointes dans les localités de Tounkarata (Lola -Guinée) – Sipilou (Côte d'Ivoire), Koyama (Macenta-Guinée) – Zigida (Liberia) et celle de Beta (Yomou-Guinée) – Zeoua (Liberia). Le 15 avril 2015 à Freetown, DRC-DDG et l'Union du Fleuve Mano ont conclu un protocole d'accord définissant le cadre de partenariat technique entre elles. Un chronogramme pour la mise en place des Unités Conjointes est en cours d'élaboration par l'UFM. La création desdites unités Conjointes se déroulera

en juin 2016 et sera basée sur le manuel de procédures UFM en cours de révision.

En outre, DRC-DDG a également facilité des rencontres entre les unités conjointes existantes dans le cadre du renforcement de la collaboration pour une gestion efficace des questions liées à la sécurité frontalière. A travers ces cadres de concertation, DRC-DDG vise à accroître les capacités des Unités Conjointes à travailler en réseau, à se doter d'un plan d'action et à mener des activités de plaidoyer auprès de l'UFM et des autorités locales.

## UNE DYNAMIQUE D'ÉCHANGE ET DE CONFIANCE POUR DE MEILLEURES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Suite à la présentation des conclusions de l'«Étude sur les filières agricoles prioritaires et les flux frontaliers sur les axes du projet» une étude complémentaire a été réalisée afin d'identifier les organisations et les réseaux intervenants dans les chaînes de valeurs agricoles (les producteurs, transformateurs, transporteurs et commerçants). Cette étude avait ainsi pour ambition de :

- i. Inventorier les organisations et les réseaux de production agricoles, de transformation et de transport et de commercialisation des produits agricoles;
- ii. Evaluer les capacités des organisations paysannes et d'autres acteurs dans les filières agricoles afin d'en déduire un plan de renforcement de capacités;

- iii. Approfondir les connaissances sur les filières agricoles afin d'identifier les bassins de production, les processus de transformation, de transport et de commercialisation et les goulots d'étranglement dans cette chaîne de valeur
- iv. Explorer les possibilités des investissements stratégiques dans les filières avec tous les acteurs pour que ces investissements soient les plus adaptés possibles aux réalités locales, pour qu'elles contribuent à la production et à la transformation et pour qu'elles soient le plus durable possible avec des effets développementaux sur le long terme.

Les résultats de l'étude ont été présentés au comité de pilotage du projet le 17 mars 2016 et un partenaire local, la Confédération Nationale des Organisations Paysannes en Guinée (CNOPG), a été identifié pour accompagner les organisations paysannes.

Suite à la conclusion de ce partenariat, DRC-DDG a appuyé la CNOPG dans l'élaborer un plan d'action en vue du renforcement des capacités des organes paysans ciblés par le projet.



## ACTIVITÉS À VENIR

Au cours des prochains mois l'équipe du projet « Renforcement des capacités et de la résilience des communautés et des autorités frontalières dans la région de l'Union du fleuve Mano » planifie réaliser les activités suivantes :

Juin	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Appui à la création des nouvelles Unités Conjointes</li> <li>» Formation aux organisations paysannes</li> <li>» Démarrage de la construction des 10 postes intégrés et du bloc de latrines en appui aux autorités frontalières</li> <li>» Atelier de dialogue entre les services de sécurité et les communautés</li> </ul>
Juillet	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Début des rencontres trimestrielles transfrontalières entre les agents de sécurité (Douanes, Police, Gendarmes, Eaux et Forêts) de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Liberia</li> <li>» Réunion avec la Commission Nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des Armes Légères de la République de Guinée</li> <li>» Éducation aux les risques liés aux Armes Légères et de Petits Calibres</li> <li>» Formation des leaders, des unités conjointes et les services de sécurité</li> </ul>
Août	<ul style="list-style-type: none"> <li>» Réunion du comité de Pilotage du Projet transfrontalier</li> <li>» Appui aux Unités Conjointes existantes dans la redynamisation des pactes de non-agression</li> <li>» Forums économiques</li> </ul>

Plus d'information sur le programme : <http://bit.ly/DDGGuinee>



# CARTE DES ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

